

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Occitanie  
89 rue Wéber CS 52002  
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 08/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LES CALCAIRES RÉGIONAUX**

La Salle  
BP 5  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : -  
Code AIOT : 0006605754

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement LES CALCAIRES RÉGIONAUX implanté L'Etang et Jasse des Cabres 30129 Manduel. L'inspection a été annoncée le 12/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CALCAIRES RÉGIONAUX
- L'Etang et Jasse des Cabres 30129 Manduel
- Code AIOT : 0006605754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière alluvionnaire en eau. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 mars 2014 pour une durée de 7 ans, historiquement dans le but de fournir en granulat les besoins de la gare TGV de Manduel. Un changement d'exploitant est intervenu en 2017, la société Guintoli ayant cédé l'activité à la société Calcaires Régionaux. La société Calcaires Régionaux a été re-autorisée à exploiter le 31 mai 2024 pour une durée de 6 ans.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'arrêté préfectoral est affiché à l'entrée de la carrière, le site est clôturé. La carrière est extrêmement boueuse, l'exploitant indique qu'il réfléchit à mettre en place des pistes avec des matériaux plus durs. La zone non exploitée au nord est occupée par des moutons. Il manque encore des bungalows et des sanitaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Suivi de la nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 1.2	Sans objet
2	Dossier de l'installation	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 1.6.1	Sans objet
3	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 1.8.2	Sans objet
4	Mesures de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 2.2.3	Sans objet
6	Gestion des eaux pluviales, eaux usées et	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	points de rejets		
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 6.3.3	Sans objet
9	Etapas de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit fournir à l'inspection l'ensemble des analyses d'eau une fois celles ci finalisées.  
L'exploitant doit fournir le relevé mensuel du compteur BRL.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 1.2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Puissance de l'installation			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes	Unité de prétraitement : crible mobile et unité de lavage. Puissance totale 200kw	D

	machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 40kw mais inférieure ou égale à 200kw		
--	--	--	--

#### Constats :

L'exploitant déclare que l'ensemble de l'installation consomme environ 120 kw, cette puissance relève donc bien du régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées, la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Dossier de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 1.6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Plans

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum,
- les rapports des visites et audits,
- les consignes prévues dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

#### Constats :

L'inspection a pu consulter un plan topographique datant du 4 octobre 2024, y figurent notamment le périmètre Icpe et le périmètre d'extraction.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Repère de nivellement et de bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 1.8.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction ; - une borne de nivellement ; Ce bornage doit être réalisé dans les deux mois qui suivent l'obtention du présent arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater la présence de bornes et de clôtures sur le pourtour de l'installation, une borne de niveau utilisée par le géomètre est également présente à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Mesures de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussières aux fréquences suivantes: - une campagne de mesures de 30j au début de l'activité en période défavorable (période sèche), - une campagne de mesures de 30j trois ans après le début de l'activité (période sèche), en l'absence de retombées poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. Cette campagne est réalisée conformément à la méthodologie décrite aux articles 19.5 à 19.8 de l'arrêté ministériel susvisé. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sous la forme d'un rapport.
<b>Constats :</b>  L'exploitation ayant débuté après l'été, période non défavorable, l'exploitant indique que les mesures de retombées de poussières seront réalisées au printemps.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés. Les besoins en eau pour l'activité de la carrière se limitent au fonctionnement des installations, à l'arrosage des stocks et à l'arrosage de la piste d'accès au site. L'eau est prélevée à la borne Bas Rhône Languedoc situé à l'angle sud-ouest du site. La consommation d'eau pour le lavage des matériaux est d'environ 1,7m <sup>3</sup> d'eau par tonne de matériaux traités soit 155m <sup>3</sup> /h. Les volumes d'eau consommés seront mesurés mensuellement et reportés dans le bilan annuel.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater que l'eau est effectivement prélevée dans le canal Bas Rhône Languedoc situé à l'angle sud-ouest du site. Cette eau est utilisée pour le lavage des matériaux et l'arrosage du chemin d'accès à la carrière, pour l'instant l'exploitant indique que les stocks ne sont pas arrosés (période humide). Présence d'un compteur d'eau, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les relevés mensuels.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit à l'inspection le relevé mensuel du compteur BRL.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Gestion des eaux pluviales, eaux usées et points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cadre de la mise en place d'un bungalow avec module sanitaire, les eaux usées seront collectées dans une fosse vidée tant que nécessaire. Les eaux prélevées dans le canal du Bas-Rhône-Languedoc et destinées au fonctionnement des installations ne sont pas rejetées dans la nappe. Elles doivent faire l'objet d'un recyclage.
<b>Constats :</b>  Le bungalow avec module sanitaire n'est pas encore en place. Les eaux prélevées dans le canal du Bas-Rhône-Languedoc servent aux installations de traitement et à l'abattage des poussières, les eaux de traitement tournent dans un circuit fermé via un bassin de décantation et un bassin d'eau claire, ces bassins ont été rendus étanches avec de l'argile, il n'y a donc pas de rejet dans la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 7 : Suivi de la nappe phréatique**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 3.3.3
---

Thème(s) : Risques chroniques, Eau
------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

La surveillance de la nappe est réalisée à une fréquence trimestrielle au niveau des ouvrages listés ci-après:

- piézomètres P1, P2, P3, PZ Aval
- forage f1 du lotissement des Oliviers
- forage F2 du mas Larrier,

Ces points de mesures doivent être représentatifs de l'activité de la carrière, en amont/aval du cheminement hydraulique souterrain.

Une mesure des niveaux de nappe est réalisée trimestriellement.

Le suivi qualitatif doit analyser à minima les paramètres suivants :

- physico-chimie : turbidité, température et conductivité
- chimie : Aluminium, antimoine, Baryum, Fer, Manganèse, Molybdène, Sélénium, Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc, Magnésium, chlorure, sulfate, fluorure, Indice phénol, Indice hydrocarbures, hydrocarbures aromatiques polycycliques, les polychlorobenzènes, BTEX.
- microbiologie : germes aérobies à 22° et 36°, coliformes totaux, coliformes thermotolérants à 44°, streptocoques groupe D. Les analyses microbiologiques seront réalisées annuellement,

Un bilan de ces contrôles doit être transmis à l'inspection des installations classées trimestriellement. La localisation des points de suivi figurent en annexe 3 du présent arrêté.

**Constats :**

Des mesures ont été réalisées en mai, soit bien avant le début de l'exploitation, une deuxième campagne de mesures est programmée pour le 6 novembre 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir à l'inspection les résultats de ces mesures sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 15 jours
----------------------------------

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 6.3.3
---

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
--

**Prescription contrôlée :**

Les installations et engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés à la périodicité et suivant les modalités fixés par la réglementation en vigueur.

Les consignes et procédures sont affichées en permanence et les salariés sont formés à la



conduite à tenir en cas de départ de feu.

**Constats :**

Les engins sont tous munis d'extincteurs, les deux bungalows prévus à l'entrée de la carrière ne sont pas encore en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Etapes de l'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2024, article 8.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les étapes de l'exploitation sont les suivantes:

Étapes	Exploitation
1	Démarrage de l'extraction de la parcelle AM 134 du nord vers le Sud Volume extrait : 84 000m <sup>3</sup>
2	Poursuite de l'extraction de la parcelle AM 134 ; Démarrage du remblaiement du secteur exploité lors de la première année, Volume extrait : 84 000m <sup>3</sup>
3	Poursuite de l'extraction de la parcelle AM 134 ; Poursuite du remblaiement du nord vers le sud en avancement avec l'exploitation, Volume extrait : 84 000m <sup>3</sup>
4	Poursuite de l'extraction de la parcelle AM 134 ; Poursuite du remblaiement du nord vers le sud en avancement avec l'exploitation, Volume extrait : 84 000m <sup>3</sup>
5	Finalisation de l'extraction de la parcelle AM 134 dans le coin Sud-Est Poursuite du remblaiement. Volume extrait : 55 000m <sup>3</sup>

	Volume extrait : 55 000m <sup>3</sup>
6	Finalisation du remblaiement.
<p>La présence d'une ligne électrique sur la parcelle AM134 implique la présence d'un poteau au droit de la zone d'extraction. L'exploitant respecte les mesures d'évitement fixées par ENEDIS durant toute la phase d'exploitation et de réaménagement.</p>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant extrait actuellement dans la partie nord ouest de la parcelle AM 134, la progression va se réaliser vers le sud.</p> <p>L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant concernant la ligne électrique qui traverse la carrière: risque de contact avec le bras de la drague. L'exploitant indique s'être déjà rapproché d'Enedis et qu'une procédure est en finalisation.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>	